Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Pour-une-democratie-energetique-p

1er janvier 2008

Pour une démocratie énergétique

Didier Lenoir, ingénieur et urbaniste qualifié, président du Comité de Liaison Energies Renouvelables, exprimant l'expérience du CLER et de ses membres, a publié « Energie, changeons de cap ! Scénario pour une France durable » aux éditions Terre Vivante. A la demande de « Sortir du Nucléaire », il expose ici les raisons de cette publication, les orientations que propose le CLER pour l'évolution du système énergétique français et les principes qui en découlent pour son action..

L'intérêt des Français se porte actuellement, avec plus ou moins de constance et d'acuité sur des questions relatives à l'énergie : effet de serre, climat, pollutions, prix du pétrole et de l'essence, épuisement des réserves, dépendance, intérêt et risques de l'énergie nucléaire, apport des énergies renouvelables....
Mais, habitués à faire confiance à l'Etat pour ces questions, ils restent satisfaits de disposer des énergies qu'ils ont coutume de trouver à la pompe ou au compteur.

Or, l'ordre actuel cache de profonds désordres que les évolutions mondiales et les phénomènes naturels révèlent peu à peu. Les affronter pose d'importantes questions sur la capacité des différents acteurs du système énergétique à concevoir un autre modèle et à s'y adapter.
Depuis 1997, sous la pression extérieure (Kyoto, directives européennes...), les discours officiels ont changé et le cadre légal du système énergétique a été modifié pour respecter nos engagements européens.

Forts de ces constats, nous pensons qu'arrive inéluctablement une époque nouvelle où les grands réseaux énergétiques nationaux et des millions de petites productions locales deviendront complémentaires.
Un tel modèle exigera de profonds changements culturels de la part des principaux acteurs. Mais les comportements ne peuvent changer que si les nouvelles orientations sont fondées sur d'incontestables principes, admissibles par tous et sur toute la terre.

La planète en exemple

Changements climatiques, pollutions, épuisement des stocks ou montée des périls géopolitiques, sont des problèmes planétaires.

Leur solution passe par l'utilisation optimale des richesses inépuisables que la Terre et le Soleil mettent à notre disposition :
- puissance des flux d'énergie venant du soleil : en un an, la France métropolitaine reçoit 60 milliards de tep par le rayonnement solaire, près de 250 fois sa consommation d'énergie primaire ;
- importance des flux de chaleur émis de l'intérieur de la terre, soit environ 300 millions de tep par an ;
- absence totale de gaz à effet de serre et de pollution par ces flux ;
- perspective de durée, le soleil ayant devant lui 5 milliards d'années de vie active.

Alors, pourquoi brûle-t-on les stocks ?

A partir de la Renaissance, les ressources renouvelables accessibles avec les moyens de l'époque devenant insuffisantes pour les besoins des hommes, les progrès des sciences et des techniques firent découvrir les réserves du sous-sol de la Terre en énergies, ouvrant la voie à leur exploitation massive et insouciante.
En 2006, la consommation "finale" d'énergie en France était constituée pour 89 % d'énergies fossiles et nucléaires et seulement 11% d'énergies renouvelables. La même année, plus des 2/3 de l'énergie empruntée à la nature étaient gaspillés en chaleur perdue, le rendement de l'énergie "primaire" étant estimé à 32% !
La production d'énergie en est venue à déserter les territoires où les habitants étaient autrefois producteurs et consommateurs, dans une logique d'autosuffisance.
Tout au long du XXe siècle, l'Etat accentua cette évolution en prenant une part de plus en plus hégémonique dans l'organisation du système énergétique.
Le double effet d'éloignement de la production et d'accaparement des décisions par l'Etat a déresponsabilisé les Français, devenus consommateurs béats, soumis à l'intense pression des entreprises les incitant à consommer toujours plus. Parallèlement, le développement de l'automobile et des transports routiers pérennisait la dépendance à l'égard du pétrole.

Emergence de nouvelles pratiques

Depuis plus de trente ans, Allemands, Danois, Espagnols… ont continuellement investi dans l'efficacité énergétique et les énergies locales. Des collectivités françaises de tous niveaux et de toutes orientations politiques, des entreprises, des habitants ont suivi ces exemples et pris des initiatives, longtemps méconnues par l'Etat, entravées par son administration, combattues par les distributeurs d'énergie. Ce mouvement s'est affermi depuis 2002, suivant la montée des inquiétudes planétaires. Comme l'a montré le Grenelle de l'environnement, il fournit maintenant de précieux enseignements pour initier des changements fondamentaux :
- la lutte contre l'effet de serre, les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables ne sont pas des charges mais des investissements productifs qui fourniront non pas des fardeaux mais des rentes aux générations futures ;
- la réussite dans cette lutte dépend essentiellement, de l'adhésion de tous les acteurs ; cela suppose que les pouvoirs de décision et la structure des organisations permettent une large capacité d'initiative à chaque niveau territorial et dans chaque service ou établissement.

Scénario pour une France "durable"

Ce qui précède montre le réalisme d'un changement de cap énergétique si l'on sait mobiliser les 60 millions de personnes en âge de comprendre. Ce ne sera possible qu'avec des orientations fortes, simples et cohérentes, totalement indépendantes des intérêts de tout groupe financier ou politique, de toute entreprise, de tout pays ou groupe de pays.

Le soleil et la terre fournissent la réponse. Notre scénario pour la France en 2050 mobilise les savoirs

actuels pour trouver dans les flux solaire et terrestre ce dont nous avons besoin pour un développement vraiment durable, à la portée de tous les peuples de la terre.

Contrairement aux énergies fossiles, exploitées en un petit nombre de sites importants, les flux solaire et terrestre sont diffus ; il faut les concentrer localement au service de l'usage recherché : électricité, chaleur, carburant, rayonnement…
La production part donc des usages de l'énergie et, pour l'essentiel, se situe sur place en captant les flux solaire et terrestre. Cela réduit considérablement les pertes à la production et au transport de l'énergie.

Il s'agit ainsi de passer à une économie énergétique largement décentralisée, où la production centralisée servirait essentiellement aux usages intensifs et concentrés (industries lourdes), à la régulation, à la stabilité et à la sécurité des systèmes locaux, nationaux et européen.

Le Scénario pour une France "durable" prévoit ce passage en trois phases :
- 2008-2010, mise en place et priorité à la sobriété et à l'efficacité afin d'inverser la tendance et de faire baisser la consommation d'énergie primaire ;
- 2011-2020, pour atteindre les objectifs européens, mise en œuvre du plan pour le patrimoine bâti et développement plus systématique des énergies renouvelables ;
- 2020-2050, la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables appartiendront à la culture générale des personnes et des organisations ; le rôle de la puissance publique en leur faveur diminuera ; les nouveaux comportements conduiront à la division par 4 des GES en 2050 ; la consommation des énergies fossiles et nucléaire, "centralisées" et polluantes, sera divisée par trois, par rapport à 2000 ; le nucléaire pourra disparaître bien avant dans un calme consensus.

Organisation territoriale et démocratie énergétique

L'esquisse "technique" proposée montre qu'il existe une autre voie que celle du "toujours plus", mais les changements nécessaires pour la mettre en œuvre font appel à des notions de responsabilité et d'initiative, de solidarité planétaire et de développement local…
Des réformes politiques sont donc nécessaires.

Constatons combien sont imbriquées les questions d'énergie, d'environnement, de construction, de développement économique, d'emploi, d'urbanisme, et, finalement, de démocratie, au point qu'il n'est pas logiquement possible de traiter l'un de ces domaines sans aborder les autres, tout en tenant compte des caractéristiques
propres à chaque territoire.
Or la centralisation du pouvoir en matière d'énergie bloque l'insertion de la politique énergétique au sein des politiques territoriales, l'Etat n'ayant ni la volonté, ni la capacité d'adapter sa politique énergétique et les actions qui en découlent à l'infinie diversité des contextes locaux.
En revanche, la voie ouverte par la logique d'exploitation des flux, permettrait de renouveler le fonctionnement de la démocratie locale puisqu'elle suppose un réel partage des responsabilités entre les citoyens et leurs institutions.
Décentraliser le système énergétique français va donc bien au-delà de simples dispositions techniques ou administratives. On touche ici à un instrument de pouvoir et les pouvoirs en place se cachent derrière toutes sortes de prétextes pour ne rien abandonner.
Voilà donc un domaine vital où la République peut sans crainte donner du pouvoir aux citoyens, à leurs entreprises et à leurs collectivités.
Nul doute qu'en faisant ce choix la France rejoindra de nombreux pays d'Europe et d'ailleurs. Ensembles, ils deviendront les moteurs d'une révolution culturelle mondiale, pour un mouvement durable de paix, de solidarité et de respect des êtres vivants qui peuplent notre planète.

Une démarche fondamentalement démocratique

L'exposé du livre montre la forte cohérence qu'il faut assurer entre le scénario technique de développement des énergies locales et la mise en place d'une démocratie énergétique fondée sur un partage des responsabilités entre les citoyens, les collectivités et l'Etat.
Dans son parcours et dans sa vie quotidienne, le CLER travaille à l'instauration d'une telle démocratie en conseillant et en accompagnant tous les acteurs. Nous constatons les progrès de plus en plus sensibles de cette démarche bien qu'elle aille à l'encontre d'un comportement traditionnel des Français.
En effet, les choix politiques de la France en faveur d'une centralisation excessive du système énergétique, qui se traduit
en particulier par une hypertrophie de la production électrique nucléaire, découlent du caractère monarchique du système républicain de notre pays. L'organisation du pouvoir y est traditionnellement pyramidale à chaque niveau des institutions, des entreprises et plus généralement de toutes les organisations, associations, églises, familles…
Dans tous les domaines, ce caractère favorise l'adoption et la réalisation de programmes pharaoniques sensés résoudre les problèmes d'un coup et à eux tout seuls.
Prendre le contre-pied de ce système en luttant contre lui au sommet ne peut que le durcir si la base ne nous suit pas. L'exercice local de responsabilités concrètes, relié pédagogiquement à une vision nationale et planétaire, est une voie beaucoup plus prometteuse.
Le CLER a donc choisi de travailler à la base en participant aux progrès de la démocratie locale, seule voie républicaine pour des changements "durables".

Didier LENOIR